

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article3522>

Sur la Défense, Royal et Sarkozy partagent une large identité de vues

- Défense - France -



Date de mise en ligne : vendredi 26 janvier 2007

Spyworld Actu

Sur la Défense, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal partagent, à quelques nuances près, une large identité de vues : il faut maintenir l'effort budgétaire à son niveau actuel, créer un service civil et renforcer les pouvoirs du Parlement en ce domaine, disent-ils de concert. Le candidat de l'UMP, qui a longuement détaillé ses propositions dans une interview à la revue Défense à paraître le 5 février, prône un "effort global de défense au minimum maintenu à son niveau actuel" mais appelle à accélérer "le rythme des réformes visant à faire gagner en performance" ce même budget.

En des termes quasi-identiques, la candidate socialiste estime qu'à "l'intérieur d'un budget de défense nationale qui doit globalement rester constant, on peut réorienter un certain nombre de dépenses".

Même unanimité sur la question d'un nouveau service, que M. Sarkozy veut "civique" et Mme Royal, "civil".

"Loin de moi l'idée de rétablir la conscription", déclare le ministre de l'Intérieur qui préconise en revanche "l'instauration du service civique obligatoire comportant un volet militaire".

Fille et soeur de militaire, Mme Royal, pour qui "supprimer le service militaire a été une erreur", est "favorable au rétablissement d'un service civil obligatoire, y compris pour les filles, mais correctement encadré".

Plus encore, la députée des Deux-Sèvres a vanté les mérites d'un "encadrement militaire" pour les jeunes délinquants, déchaînant une belle polémique au sein de son propre parti.

Sur le rôle du Parlement en matière de politique étrangère et de défense ou le "domaine réservé" du chef de l'Etat, les deux candidats affichent là-aussi leur unanimité.

Nicolas Sarkozy flirte de nouveau avec l'idée de rupture lorsqu'il soutient que "dans une démocratie moderne, à plus forte raison sur un sujet aussi lourd d'enjeux (la défense), il n'y a pas de +domaine réservé+".

Le candidat promet aussi "une implication plus forte du Parlement sur la politique de Défense et la présence militaire française à l'étranger".

"Je veux revaloriser le rôle du Parlement en matière de politique étrangère et de défense", écrivait quant à elle Mme Royal dans L'Hebdo des Socialistes daté du 11 novembre. "Le Parlement doit contrôler les opérations à l'extérieur et mettre en place une commission sur le renseignement", ajoutait-elle lors d'un débat télévisé.

Leur convergence s'exprime jusque sur l'avenir de l'Otan. Souvent taxé d'atlantisme, M. Sarkozy estime qu'il "n'y a pas à choisir entre l'Europe de la défense et l'Otan" mais marque nettement ses distances avec la vision américaine lorsqu'il affirme que l'Alliance atlantique "n'a pas vocation à se transformer en une organisation concurrente de l'Onu".

"La tentation permanente des Etats-Unis est d'élargir le champ d'action de l'Otan et ses domaines d'intervention", note Mme Royal dans L'Hebdo des Socialistes, appelant à "refuser une Otan qui jouerait au +gendarme du monde+ et se substituerait à l'Onu".

Tous deux appellent aussi à accélérer la construction de l'Europe de la Défense. "La clé de tout, je le répète, c'est d'avancer plus vite et plus fort", dit Mme Royal. Pour M. Sarkozy, "la défense peut être à la fois la condition et le

levier de la relance de l'Europe politique".

Si différences il y a, elles s'expriment davantage dans le détail.

M. Sarkozy a poussé loin l'analyse, allant jusqu'à évoquer une "réflexion" sur l'usage de l'arme nucléaire, sujet éminemment régalien. Mme Royal doit, elle, préciser son programme présidentiel le 11 février.

Post-scriptum :

<http://fr.news.yahoo.com/26012007/2...>